Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2138

Artikel: A l'assaut de la SSR : un conflit d'intérêts aux racines lointaines (1 / 2)
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023472

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

A l'assaut de la SSR

Un conflit d'intérêts aux racines lointaines (1 / 2)

Jean-Daniel Delley - 13 octobre 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/30101

La Société suisse de radiodiffusion (SSR) doit faire face à une forte contestation. Trop puissante, elle étoufferait toute concurrence et mettrait en péril la diversité dans le champ médiatique; trop onéreuse, elle impose aux ménages une charge que ne justifierait pas son taux d'audience.

A l'assaut de la citadelle SSR, on trouve les grands groupes de presse, inquiets de la baisse de leurs ressources publicitaires et les diffuseurs radio/TV privés, à l'affût de parts de marché. Quant à l'UDC, elle combine habilement la défense des intérêts des précédents et sa méfiance à l'égard d'un service public qui la maltraiterait.

En jeu, la concession dont bénéficie la SSR qui échoit à fin 2017.

Le conflit entre les éditeurs de la presse écrite et la SSR ne date pas d'aujourd'hui. En 1931, les premiers manifestent leur opposition à la création de la régie de service public, perçue comme une concurrente dangereuse. Ils imposent à la SSR l'obligation de reprendre les dépêches de l'Agence télégraphique suisse dont ils sont propriétaires, et ce jusqu'en 1971. Lorsqu'apparaît la télévision, les éditeurs obtiennent de la SSR qu'elle renonce à la publicité contre un versement annuel de 2 millions de francs.

De la contestation politique à la chasse aux parts de marché

Les critiques adressées à la SSR par les milieux conservateurs remontent aux années 1960 déjà et s'expriment notamment lors du grand débat de 1971 au Conseil national sur l'organisation et le statut juridique de la radio-télévision.

En 1974, l'historien et conseiller national agrarien Walther Hofer crée l'Association suisse de télévision et de radio, plus connue sous le nom de *«Club Hofer»*. Ce club va dénoncer sans relâche la partialité de certaines émissions. Puis les critiques portant sur l'orientation politique de la SSR, jugée trop à gauche, s'estompent peu à peu.

C'est alors la position prétendument monopolistique de la régie qui fait l'objet des plus virulentes attaques. En 2008 apparaît Aktion Medienfreiheit, une association prônant la libéralisation complète de la scène médiatique: seul le retrait de l'Etat peut garantir l'indépendance des médias; seule la libre concurrence permet l'expression de la diversité des opinions, condition essentielle de la vie démocratique. En clair, la disparition de la SSR doit laisser place aux médias privés, suisses et étrangers.

L'association va s'engager aux côtés de l'Union suisse des arts et métiers dans la campagne référendaire contre la révision de la loi fédérale sur la radio et la télévision, une loi acceptée de justesse par le peuple en juin 2015. Désormais la redevance ne sera plus liée à la possession d'un appareil de réception mais payée par tous les ménages, ainsi que par les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 500'000 francs.

Parallèlement, les parlementaires membres d'Aktion Medienfreiheit – pour la plupart UDC – font feu de tout bois, multipliant les interventions mettant en cause la SSR. En décembre 2015, l'initiative populaire pour la suppression des redevances radio et TV et la mise aux enchères des concessions est déposée.

Une stratégie bien huilée

La stratégie de démontage de la SSR réunit plusieurs acteurs qui camouflent leurs objectifs économiques – se saisir du gâteau publicitaire – derrière la défense de la diversité médiatique et de la démocratie.

Sur le front politique, l'UDC est à la manœuvre. Son programme affiche clairement la couleur: une définition restreinte du service public qui n'a pas à produire ce que peuvent réaliser les acteurs privés, plus de concurrence qui assure la pluralité de l'offre médiatique. Aktion Medienfreiheit qui propage un discours identique est présidée par la conseillère nationale Natalie Rickli (UDC). La même Natalie Rickli occupe un poste de cadre dans une régie publicitaire, Goldbach Media, qui détient un quasi-monopole sur le marché alémanique des médias électroniques privés suisses et étrangers et préside la commission des transports et des télécommunications du Conseil national.

A quoi il faut ajouter nombre d'éditeurs de presse qui voient toujours dans la SSR le concurrent à abattre. Au premier rang, le groupe Tamedia qui ne milite pas précisément pour la diversité de la presse – il détient plus de 76% du marché en Suisse romande. Son patron, Pietro Supino, conçoit le service public comme un complément aux diffuseurs privés. Dans cette perspective, la SSR devrait réduire son offre de deux tiers, renoncer à la publicité et se concentrer sur des productions d'intérêt public. Lesquelles devraient être mises à disposition des médias privés de manière à ce qu'ils atteignent le plus large public possible.

Cette stratégie porte déjà des fruits. La commission présidée par Natalie Rickli a renvoyé à son auteur le rapport du Conseil fédéral sur la SSR, jugé incomplet et pourtant accepté à la quasi-unanimité par le Conseil des Etats.

Les innovations techniques qui bouleversent les conditions d'accès aux médias électroniques, la nécessité de garantir une offre médiatique vraiment diversifiée et le rôle imparti à la SSR méritent sans conteste une réflexion approfondie. Nous y reviendrons dans un prochain article.

A la recherche du libéral perdu

Dans son dernier livre, Olivier Meuwly explore deux cents ans de relations entre les deux pôles de nos démocraties

Jacques Guyaz - 12 octobre 2016 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/30093

Olivier Meuwly est le héraut libéral d'une droite qui ne l'est plus guère. C'est sa chance et son malheur. Sa chance parce qu'il manifeste dans ses écrits une réjouissante liberté d'esprit dans la grande tradition qui va de Benjamin Constant à Friedrich Hayek en passant par Tocqueville. Son malheur parce que les intellectuels romands ont largement déserté la droite helvétique modérée et dans ce désert de la pensée ses seuls vrais interlocuteurs sont à gauche.

Lorsqu'il écrit un essai intitulé *La droite et la gauche*, il ne s'adresse pas vraiment aux siens, même si, dans le titre, le mot *«droite»* semble en plus gros caractères que le mot *«gauche»*. Son livre est une histoire des affrontements, compromis, alliances et oppositions entre la droite et la gauche de 1789 à aujourd'hui. Olivier Meuwly y apparaît beaucoup plus à l'aise pour décrire, souvent avec clarté, les méandres de la gauche que les labyrinthes, parfois obscurs, de la droite.

L'auteur veut tout embrasser en plus de 200 pages sans notes ni bibliographie, écrire une histoire en miroir de la droite et de la gauche, montrer que leur antagonisme est le moteur de l'histoire de l'Occident. Mais au fond est-ce vraiment de cela dont il est question dans cet ouvrage, ou plutôt de la manière dont les idées libérales se glissent dans